

Vous lisez actuellement : Jacques Chirac : un lourd héritage budgétaire



Nous vous recommandons Cyril Hanouna décroche le jackpot en vendant définitivement sa boîte ...

Recevez chaque jour toute l'information économique qui vous concerne.

Votre adresse e-mail

J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données.

**JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS**

Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

**SAUVEGARDER CET ARTICLE**

En laissant dériver les comptes publics durant son deuxième mandat pendant que l'Allemagne assumait la rigueur, l'ancien Président est à l'origine d'un décalage budgétaire jamais résorbé depuis. L'analyse de notre chroniqueur François Ecalle, ancien rapporteur général de la Cour des comptes et président de Fipeco.

La dette publique de la France frôle les 100 % du PIB alors que celle de l'Allemagne est très près du seuil de 60 % fixé par le traité de Maastricht. Leurs dettes publiques étaient pourtant très proches au début de la première présidence de Jacques Chirac (environ 55 % du PIB en 1995) et à sa fin (environ 60 % du PIB en 2002). L'origine du grand écart aujourd'hui constaté, qui est inquiétant pour l'avenir de la zone euro, se trouve dans les politiques budgétaires menées par les deux pays dans les années 2002 à 2007.

La forte croissance des années 1999-2001 a conduit la France et l'Allemagne à vider une illusoire « cagnotte budgétaire » par des hausses des dépenses publiques ou des baisses de prélèvements obligatoires. La conjoncture s'étant ensuite dégradée, les deux pays se sont trouvés en situation de « déficit excessif » au regard des règles budgétaires européennes avec un déficit public supérieur à 3,0 % du PIB en 2002. Ils ont ensemble convaincu en 2003 le Conseil de l'Union européenne de ne pas les mettre formellement en demeure de repasser sous ce seuil en 2004 tout en annonçant d'importantes mesures de redressement.

**>> A lire aussi - Décès de Jacques Chirac : les grandes étapes d'un destin politique extraordinaire**

Dans le cadre de « l'agenda 2010 » présenté en mars 2003 par le Chancelier Schroeder, l'Allemagne a effectivement réduit ses dépenses publiques de 5 points de PIB entre 2003 et 2007 tandis que la France se contentait de stabiliser les siennes. Ces mesures



**Renault OCCASIONS**

Du choix, des prix, des garanties

Sponsorisé par RENAULT



La route sous un nouvel angle.

Vous lisez actuellement : Jacques Chirac : un lourd héritage budgétaire



Nous vous recommandons Cyril Hanouna décroche le jackpot en vendant définitivement sa boîte ...

Recevez chaque jour toute l'information économique qui vous concerne. Votre adresse e-mail. J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données. JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS. Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

formellement en demeure de repasser sous ce seuil en 2004 tout en annonçant d'importantes mesures de redressement.

>> A lire aussi - Décès de Jacques Chirac : les grandes étapes d'un destin politique extraordinaire

Dans le cadre de « l'agenda 2010 » présenté en mars 2003 par le Chancelier Schroeder, l'Allemagne a effectivement réduit ses dépenses publiques de 5 points de PIB entre 2003 et 2007 tandis que la France se contentait de stabiliser les siennes. Ces mesures de redressement ont contribué, dans un premier temps, à réduire l'activité économique, déjà faible, en Allemagne et une récession a été enregistrée en 2003, suivie d'une faible croissance en 2004 et 2005, ce qui a eu pour effet de maintenir le déficit effectif au-dessus de 3,0 % du PIB jusqu'à 2005.

Mais ces mesures ont porté leurs fruits dès 2006 et les comptes publics allemands ont dégagé un excédent de 0,2 % du PIB en 2007, à la veille de la crise, alors que le déficit public français était encore de 2,6 % du PIB. Alors qu'ils étaient proches en 2002, les soldes publics structurels (c'est-à-dire corrigés de l'impact des fluctuations de l'activité économique) des deux pays présentaient un écart de plus de 3 points de PIB en 2007.

Cet écart d'environ 3 points de PIB entre les soldes publics effectifs et structurels de la France et de l'Allemagne, que Jacques Chirac et Gerhard Schroeder nous ont légué, n'a jamais été résorbé depuis. Aucun des présidents qui ont succédé au premier n'a pu ou su combler cet écart, qui était encore de 3 points en 2018.

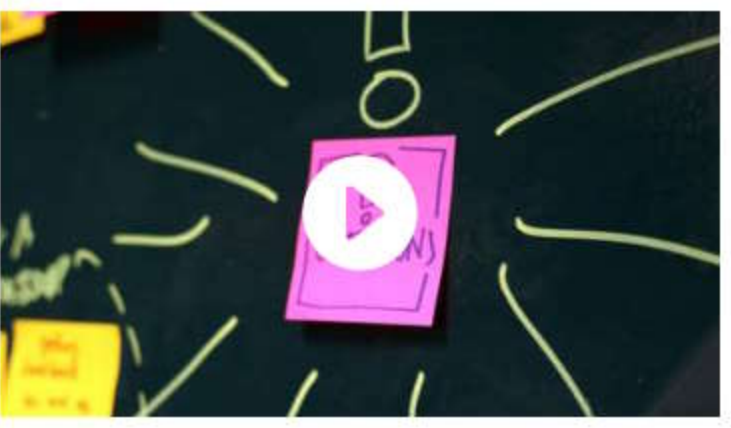
Comme le déficit allemand a été un peu plus fort pendant les années 2002-2004, les dettes des deux pays étaient très proches en 2007 (64 % du PIB). Elles étaient encore peu éloignées en 2010 (82 % du PIB en Allemagne et 85 % en France) bien que le déficit public allemand ait été nettement plus faible dans les années 2008-2010. En effet, la crise financière ayant touché beaucoup plus fortement les banques allemandes, l'Etat fédéral et les länder ont été conduits à les refinancer pour des montants



La route sous un nouvel angle. A bords du Nouveau MINI Clubman, vous laissez libre cours à votre... MINI.FR

COMMUNIQUÉ LA 3<sup>e</sup> ÉDITION DES 24HOURS FOR THE OCEAN Samedi 24 août 2019, Deauville Ensemble, agissons contre la pollution plastique des océans

VIDÉOS À NE PAS MANQUER



Comment vos pensions de retraite vont-elles évoluer en 2020 ?

Vous lisez actuellement : Jacques Chirac : un lourd héritage budgétaire



Nous vous recommandons Cyril Hanouna décroche le jackpot en vendant définitivement sa boîte ...

Recevez chaque jour toute l'information économique qui vous concerne. Votre adresse e-mail. J'accepte les conditions générales d'utilisation et la charte de protection des données. JE CRÉE UN COMPTE POUR RECEVOIR MES NEWSLETTERS. Je pourrai ainsi gérer facilement mes inscriptions aux newsletters.

points en 2018. Comme le déficit allemand a été un peu plus fort pendant les années 2002-2004, les dettes des deux pays étaient très proches en 2007 (64 % du PIB). Elles étaient encore peu éloignées en 2010 (82 % du PIB en Allemagne et 85 % en France) bien que le déficit public allemand ait été nettement plus faible dans les années 2008-2010. En effet, la crise financière ayant touché beaucoup plus fortement les banques allemandes, l'Etat fédéral et les länder ont été conduits à les refinancer pour des montants considérables. En 2010, ces opérations de résolution de la crise bancaire avaient eu beaucoup plus d'impact sur la dette publique (de l'ordre de 10 points de PIB) que sur le déficit (de l'ordre de 1 point). Les banques allemandes ont ensuite remboursé l'Etat et les länder à partir de 2011, ce qui a permis à ceux-ci, avec des comptes équilibrés puis excédentaires à partir de 2012, de réduire leurs dettes.

La divergence actuelle des dettes publiques de l'Allemagne et de la France trouve donc son origine dans ces années 2003-2007, pendant lesquelles Gerhard Schroeder, contrairement à Jacques Chirac, a eu le courage de mettre en œuvre d'impopulaires mesures de redressement budgétaire, en réduisant fortement les dépenses publiques allemandes, dans une conjoncture défavorable. Il convient certes de rappeler qu'un grand effort de redressement structurel des comptes publics avait été réalisé par la France dans les années 1996-1998, sous le premier mandat Chirac, mais il ne faut pas non plus oublier que l'Allemagne payait alors encore le coût très élevé de sa réunification.



Comment vos pensions de retraite vont-elles évoluer en 2020 ?

Nos offres d'emploi pour BOOSTER VOTRE CARRIÈRE

PODCAST DE Capital LE FLASH ÉCO Tous les matins, l'essentiel de l'actualité économique en 2 minutes

Flash info réalisé par Capital

Facebook post for Capital with 305 888 mentions J'aime and S'inscrire button.